

*Seul le discours prononcé fait foi*

Intervention de S. E. Mme Sylvie LUCAS  
Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies

Débat public du Conseil de sécurité

**Le sort des enfants en temps de conflit armé**

New York, le 19 septembre 2012

---

Statement by H. E. Ms. Sylvie LUCAS  
Ambassador, Permanent Representative to the United Nations

Open debate of the Security council

**Children and armed conflict**

New York, 19 September, 2012

Monsieur le Président,

Le Luxembourg se félicite vivement de l'organisation de ce débat public sur le sort des enfants en temps de conflit armé qui permet au Conseil de sécurité de réaffirmer son engagement face à une problématique qui mérite notre pleine et constante attention.

Je me rallie entièrement à l'intervention de l'Union européenne.

A titre national, permettez-moi de joindre ma voix à celles qui ont salué le travail inlassable de Madame Radhika Coomaraswamy en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général. Sous son impulsion, d'importantes avancées ont pu être réalisées dans le domaine de la protection des enfants en temps de conflit armé.

Ma délégation aimerait également saisir cette occasion pour souhaiter à son successeur, Madame Leila Zerrougui, beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions. Nous sommes convaincus que la longue expérience de Madame Zerrougui dans le domaine des droits de l'homme et son action en faveur du renforcement de l'état de droit et de la protection des groupes vulnérables, feront d'elle une Représentante spéciale engagée qui saura promouvoir la protection des droits des enfants touchés par les conflits armés.

Je voudrais enfin féliciter l'Allemagne pour l'important travail accompli à la tête du Groupe de travail du Conseil sur les enfants et les conflits armés.

Monsieur le Président,

Depuis le dernier débat public, la question du sort des enfants en temps de conflit armé a connu des développements notables. En premier lieu, il convient de signaler les succès enregistrés dans la lutte contre l'impunité. Depuis les verdicts rendus en début d'année par la Cour pénale internationale et le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, les responsables du recrutement d'enfants de moins de 15 ans – qu'ils soient chefs d'Etat ou seigneurs de la guerre – savent désormais que leur crime ne restera pas impuni.

En l'occurrence, ce ne sont pas seulement les jugements qui sont importants, mais également la jurisprudence qui en découle : en réfutant la ligne de démarcation entre recrutement volontaire et recrutement forcé et en donnant une interprétation large au terme de « participation active aux hostilités », la Cour pénale internationale a coupé court à tous les subterfuges que les auteurs de ces crimes pourraient être tentés d'invoquer pour se décharger de leur responsabilité.

Parmi les autres développements positifs, j'aimerais relever les progrès réalisés dans la conclusion des plans d'action. En 2011 et 2012, huit plans d'action ont ainsi été signés, et un neuvième est sur le point d'être finalisé avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo. A la suite de la pleine mise en œuvre de leur plan d'action, deux parties au conflit au Népal et au Sri Lanka ont pu être rayées des « listes de la honte », ce qui prouve à notre sens l'utilité et l'efficacité du système d'annexes dans le cadre du rapport du Secrétaire général. Par la résolution 1998 adoptée le 12 juillet 2011, le Conseil a élargi les critères d'inscription sur les annexes qui prennent dorénavant en compte les attaques perpétrées à l'encontre des écoles et des hôpitaux; un développement que nous saluons tout particulièrement vu l'envergure que de telles attaques ont pris au cours des dernières années.

Monsieur le Président,

Ces évolutions en matière de protection des enfants en temps de conflit armé ne devraient toutefois pas nous induire à relâcher notre attention. Car si des progrès ont été accomplis dans ce domaine lors des dernières années, beaucoup reste encore à faire dans les années à venir. L'augmentation inquiétante du nombre d'auteurs qui persistent à commettre des violations graves contre les enfants est là pour nous rappeler que trop de parties s'estiment encore à l'abri de la justice internationale.

Des mesures concrètes ont été identifiées, dont notamment le rapport de Monsieur de La Sablière s'est fait l'écho. Je n'en dénombrerai que quelques-unes. Des ressources supplémentaires sont nécessaires pour le contrôle de l'application des plans d'action, mais aussi pour la réinsertion socio-économique des enfants associés à des groupes et forces armées. Des synergies renforcées pourraient utilement être mises en place à cet égard avec la Commission de consolidation de la paix, compte tenu des efforts que la CCP déploie dans les domaines de la réforme du secteur de la sécurité et de l'emploi des jeunes. Par ailleurs, une coopération plus étroite avec les tribunaux nationaux et internationaux nous semble primordiale pour s'attaquer efficacement aux auteurs persistants. Enfin, pour que les mesures soient le plus efficace possible, la possibilité d'édicter des sanctions à l'encontre des parties responsables représente un instrument important.

Aucune de ces mesures ne saurait avoir d'effet sans engagement politique fort du Conseil de sécurité. Nous sommes confiants que le Conseil saura poursuivre dans la voie ouverte depuis plus de dix ans pour mettre un terme aux violations des droits les plus élémentaires des enfants. Le Luxembourg est prêt à y contribuer.

Je vous remercie de votre attention.

Mr President,

Luxembourg warmly welcomes the organisation of this open debate on the fate of children in armed conflict, which allows the Council to renew its commitment to an issue which deserves our undivided and continuing attention.

I fully align myself with the statement of the European Union.

In my national capacity, allow me to support those who have saluted the tireless efforts of Ms Radhika Coomaraswamy in her capacity as Special Representative of the Secretary-General. Under her leadership, important advances were made in the protection of children in armed conflict.

My delegation would also like to seize this occasion to wish her successor, Ms Leila Zerrougui, all the best in her new position. We are convinced that the long-standing experience of Ms Zerrougui in the field of human rights and her intercession in favour of strengthening the rule of law and the protection of vulnerable groups will make her a committed Special Representative who will aptly promote the protection of children in armed conflict.

I would finally like to thank Germany for the important work accomplished at the helm of the Council's Working Group on children and armed conflicts.

Mr President,

Since the last open debate, the issue of the fate of children in armed conflict has known some notable developments. First of all, we must welcome the successes in the fight against impunity. Since the verdicts pronounced by the International Criminal Court and the Special Court for Sierra Leone earlier this year, those responsible for recruiting children under the age of 15 – be they Heads of State or warlords – now know that their crime will not go unpunished.

As a matter of fact, it is not only the judgments that matter, but also the jurisprudence derived from them: by rebutting the dividing line between voluntary and forced recruitment and by giving a wide interpretation to the concept of “active participation in hostilities”, the International Criminal Court has put a stop to all the deceptive tricks that those who are guilty of these crimes could try to invoke in order to deny their responsibility.

Among other positive developments, I would like to stress progress made in the conclusion of action plans. In 2011 and 2012, action plans were thus signed with eight parties and a ninth is about to be signed with the Government of the Democratic Republic of the Congo. Following the full implementation of their action plan, two conflict parties in Nepal and Sri Lanka have been removed from the “lists of shame”, which in our mind proves the usefulness and effectiveness of the system of annexes to the Secretary-General's report. With its resolution 1998 of 12 July 2011, the Council has widened the criteria for inscription in the annexes, which now

take into account attacks perpetrated against schools and hospitals; we salute this development in particular given the scale these attacks have taken on in recent years.

Mr President,

These evolutions in terms of protecting children in armed conflict should however not lead us to reduce our attention. If much has been done in this field over the past few years, much remains to be done over the next years. The worrying increase in the number of perpetrators that persist in committing serious human rights violations against children, reminds us forcefully that too many parties still consider themselves to be out of the reach of international justice.

As Mr de La Sablière's report pointed out, concrete measures have been identified. I shall only name a few of them: additional resources are necessary for the control of the application of the action plans, but also for the socio-economic reinsertion of children associated with armed forces and groups. In this regard, increased synergies could usefully be implemented together with the United Nations Peacebuilding Commission given the efforts undertaken by the PBC in the areas of security sector reform and youth employment. Furthermore, we understand closer cooperation with national and international courts to be paramount to tackle persistent perpetrators in an effective manner. Finally, to ensure that these measures have the greatest possible effectiveness, the possibility to impose sanctions on the responsible parties represents an important instrument.

None of these measures could be effective without strong political commitment by the Security Council. We trust that the Council shall continue in the path it started walking down about ten years ago to end the violations of children's basic rights. Luxembourg stands ready to do its part.

Thank you for your attention.